



BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BOGOTÁ

N° 35 – 22 septembre 2022

En bref

Le Guyana devrait être le premier producteur de pétrole par habitant à compter de 2025, selon des analystes du secteur. Avec 800 000 barils/jour prévus pour le pays en 2025, une fois le projet Yellowtail (géré par ExxonMobil) en activité, le Guyana se placerait à la 23^e position des pays producteurs de pétrole et à la 4^e place en Amérique latine (volume de production de 2020) selon Americas Market Intelligence. Pour mémoire.

LE CHIFFRE À RETENIR

1^{ER}

C'est la place qu'occupera le Guyana à compter de 2025 en termes de production de pétrole par habitant.

Zoom sur : Le gouvernement de Nicolas Maduro récupère la gestion de Monómeros.

Le conseil d'administration de l'entreprise de fertilisants Monómeros, basée à Barranquilla mais filiale de PDVSA (l'entreprise pétrolière publique du Venezuela), était choisi depuis 2019 par Juan Guaido. Le leader de l'opposition vénézuélienne, qui s'était déclaré président par intérim, avait été reconnu par le président colombien Ivan Duque, lui accordant ainsi le droit de désigner les membres du conseil d'administration. Dans un contexte de reprise des relations entre la Colombie et le Venezuela, le nouveau gouvernement de Gustavo Petro a annoncé qu'il rendrait l'administration de l'entreprise au gouvernement de Nicolas Maduro. La Chambre de commerce de Barranquilla a confirmé l'inscription des membres choisis par Nicolas Maduro au conseil d'administration de l'entreprise, avec la reconnaissance de la Surintendance des entreprises de Colombie. Par ailleurs, le gouvernement colombien envisage d'acheter des actions de Monomeros selon le nouvel ambassadeur de la Colombie au Venezuela, Armando Benedetti.

monómeros

Filial de  **Pequiven**
Petroquímica de Venezuela, S.A.



BOLIVIE

Le Gouvernement bolivien rejette les recommandations contenues dans le rapport Article IV du FMI.

Le Gouvernement bolivien indique qu'il souhaite poursuivre sa politique monétaire et budgétaire – malgré les recommandations du Fonds monétaire international (FMI) issues des conclusions du rapport article IV, adopté il y a quelques jours. Ces recommandations concernaient notamment l'assouplissement du taux de change, la réduction des subventions aux carburants pour réduire le déficit ou encore la vigilance concernant les réserves internationales. Le Ministre de l'Economie, Marcelo Montenegro, a justifié cette position, en indiquant que le FMI proposait des « vieilles recettes d'il y a plusieurs décennies » et que la Bolivie avait « une politique économique souveraine depuis 2006 ». Il a notamment insisté sur la recommandation du FMI proposant d'éliminer la double-prime de fin d'année (*doble aguinaldo*), arguant que cela constituerait une atteinte aux « droits sacrés » des travailleurs. Il a également avancé que ce mécanisme permettait de stimuler la demande et soutenir la reprise économique. Il a également confirmé que le pays ne comptait pas changer son dispositif de change fixe. Pour rappel, la Bolivie a maintenu le même taux de change depuis 2011, avec 6,96 Bs par USD à la vente et 6,86 Bs à l'achat. Toujours selon le Ministre Montenegro, la politique de subventions aux carburants sera poursuivie, ainsi que celle visant à la substitution des importations par l'industrialisation.

Le Gouvernement a investi plus de 960 MUSD dans l'industrialisation du lithium.

Avec des investissements cumulés de plus de 960 MUSD pour l'industrialisation du lithium, le Ministre des Hydrocarbures et de l'Energie, Franklin Molina, estime que la Bolivie figurera parmi les principaux pays producteurs de carbonate de lithium dès l'année prochaine. Pour cette année, le Gouvernement a prévu un investissement de 1 Md Bs visant à renforcer les capacités de l'entreprise publique Yacimientos de Litio Boliviano (YLB), et doubler ses ressources pour l'année suivante. En outre, d'ici 2023, l'usine de carbonate de lithium devrait commencer à fonctionner, avec une capacité de 15 000 tonnes par an. Cela devrait générer des revenus économiques pour le pays de 2 MdsUSD d'ici 2025, pour un objectif de production de 40 000 tonnes. M. Molina a rappelé le travail mené avec six entreprises étrangères qui disposent de technologies d'extraction directe du lithium (DLE), afin d'accélérer ce processus d'industrialisation. Quatre sont chinoises, une est russe et une américaine. Il est prévu de sélectionner la ou les entreprises qui offriront les meilleurs avantages économiques au pays d'ici novembre 2022.

COLOMBIE

La Colombie devrait percevoir 13,3 Mds EUR de recettes budgétaires pétrolières en 2022.

Si le prix du baril se maintient à un niveau élevé, le pays pourrait toucher jusqu'à 58 000 Mds



COP. Ces recettes seraient ainsi 5,5 Mds EUR (24 000 Mds COP) supérieures aux recettes budgétaires pétrolières enregistrées en 2021. C'est l'équivalent de ce que le Gouvernement espère collecter grâce à la réforme fiscale actuellement en discussion au Congrès. L'association pétrolière colombienne prévient toutefois qu'une charge fiscale additionnelle sur le secteur, comme envisagée dans la réforme fiscale, réduirait significativement ces recettes – et pourrait s'accompagner d'une production plus limitée – ce qui pourrait affecter les marges budgétaires envisagées pour financer les ambitions sociales du Gouvernement Petro.

Le Gouvernement a modifié la réforme fiscale.

A l'issue des négociations du Ministre des Finances avec le Parlement, et plus précisément les membres de la Commission des Finances de l'Assemblée colombienne, des modifications à la réforme fiscale ont été envisagées. Elles concernent l'imposition des dividendes portant sur les ménages (progressive, allant jusqu'à 20 %, au lieu des 39 % initialement prévus), qui bénéficieront d'un abattement de 19 % sur les montants déclarés. Le taux appliqué aux revenus exceptionnels serait confirmé à 15 % (contre 10 % aujourd'hui, et 30 % au stade initial de la réforme). Ces revenus n'entreront pas dans le calcul du revenu imposable (qui détermine le taux d'imposition marginal).

Gustavo Petro présente quelques axes de la réforme des retraites.

La réforme devrait être discutée début 2023 et a pour objectif de créer une couverture

universelle des retraites. Une partie de la contribution des salariés aux fonds de pension serait versée à *Colpensiones* (l'organe de gestion des retraites en Colombie), avec pour but de financer une prime mensuelle de 500 000 COP (115 EUR) pour près de 3 millions de personnes âgées ne touchant pas de retraite. Ces dernières font pour le moment faisant seulement partie du programme « *Adulto Mayor* », qui leur octroie 18 EUR par mois. Cette modification ne devrait toutefois pas toucher l'épargne des salariés selon le président Gustavo Petro. Les personnes touchant plus de 4 fois le salaire minimum pourront décider librement où cotiser leur excédent (dans des fonds privés par exemple). Certaines critiques sont apparues, dénonçant la fin de la capitalisation et l'augmentation du déficit des retraites sur les moyen et long termes liés à cette réforme. La Colombie se place 42^e sur 44 dans l'Indice Mondial des Retraites de Natixis.

Ecopetrol demande la suspension de deux contrats de fracking pendant 90 jours.

La demande a été faite à l'Agence Nationale d'Hydrocarbures (ANH) et concerne deux projets d'exploration de pétrole utilisant la méthode du fracking (fracturation hydraulique). L'entreprise attend de voir comment va évoluer la législation concernant cette méthode. En effet, le nouveau Gouvernement s'est positionné contre cette méthode et a présenté mi-août un projet de loi au Congrès pour l'interdire pour le pétrole et le gaz. Aucun travaux n'avait été engagé dans les deux projets.

ÉQUATEUR

La renégociation de la dette chinoise a abouti.

A la suite de l'annonce des nouvelles ventes de pétrole à la Chine, le Président Lasso a déclaré que la renégociation de la dette avec la Chine avait abouti et qu'un nouvel endettement serait possible en 2023. L'opération consiste en un reprofilage de la dette avec la *China Development Bank* (1,4 Mds USD) et avec l'*Exim Bank* (1,8 Mds USD) sur 3 ans supplémentaires (jusqu'en 2027 et 2032 respectivement). Elle comprend également une période de grâce de 6 mois, une baisse des taux d'intérêt et la libération de pétrole lié aux crédits. Au total, l'opération permettra de libérer 1,4 Mds USD sur 3 ans.

Le Ministère des Finances annonce un nouveau budget pour l'investissement public.

Il devrait s'élever à 2 Mds USD en 2022 et 2023. Près de 300 MUSD seront alloués à de nouvelles infrastructures routières dès cette année. Le Ministère a également confirmé le transfert de 2 Mds USD aux collectivités locales au titre de leur participation aux revenus pétroliers. Il a aussi annoncé la mise en place d'un dispositif pour aider à améliorer le taux d'exécution budgétaire des municipalités, en moyenne de 22 % au premier semestre 2022.

GUYANA

Les IDE entrants ont augmenté de 47 % g.a. au premier semestre 2022, atteignant 2 Mds EUR sur la période.

La tendance devrait se poursuivre au second semestre. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) estime que le Guyana est particulièrement bien positionné pour attirer les investissements étrangers de long terme, prévoyant une poursuite de la hausse de ces IDE. L'OMC estime que cette dernière sera particulièrement forte pour le secteur des hydrocarbures, mais devrait également concerner la construction et le tourisme. L'organisation salue les réformes pro-business mises en place par le Gouvernement et l'ouverture du pays aux IDE.

Le Guyana sera un des principaux contributeurs à l'augmentation de la production pétrolière en 2023 selon l'OPEP.

Le Guyana deviendra ainsi un des plus gros producteurs non-membres de l'OPEP. Les analystes estiment du pays à 11 Mds de barils. Par ailleurs, une modernisation de la loi pétrolière devrait être votée en mars 2023. Le texte, datant de 1986, est considéré comme obsolète depuis la découverte d'importants champs pétroliers depuis 2015.



PÉROU

Après le projet *Quellaveco*, les investissements miniers vont chuter d'ici 2023.

Après un redressement en 2021 (23,1%), les investissements miniers pour 2022 et 2023 devraient diminuer. La Banque centrale des réserves (BCR) prévoit une baisse de 3,7 % des investissements miniers au Pérou pour 2022 et de 16,2 % pour 2023, soit huit fois plus que l'estimation du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF). Cette forte baisse coïncidera avec la fin du projet minier *Quellaveco* (5,3 Mds USD) développé par la multinationale *Anglo American*. C'est une des mines les plus importantes à ce jour sur le territoire péruvien. La BCR envisage néanmoins une récupération des investissements post-2023, avec la possible concrétisation de nouveaux projets miniers dans les prochains trimestres comme les constructions de Yanacocha Sulfuros (total estimé à 2,2 Mds USD) et Zafranal (1,2 Md USD). En outre, les sociétés minières se sont de plus en plus intéressées par la recherche de lithium au Pérou, après la découverte du grand gisement de Puno en 2017. Les recherches de sources de lithium sont aujourd'hui en cours d'expansion.

Les investissements dans les infrastructures de transport totalisent 341 MUSD pour 2022.

Entre janvier et août 2022, les investissements dans les infrastructures de transport public ont atteint 341 MUSD, a indiqué l'Office de supervision et de contrôle du secteur (Ositrán)

dans son rapport mensuel. Pour rappel, Ositrán participe actuellement à la supervision de l'exécution de 32 contrats de concession. Ils comprennent 16 autoroutes nationales, 18 aéroports, 8 ports, 2 chemins de fer, les lignes 1 et 2 du métro de Lima et une voie navigable. L'essentiel de l'investissement cette année s'est concentré sur le métro de Lima (ligne 2) avec 116,57 MUSD exécutés, suivi par le secteur routier avec 106,29 MUSD, le secteur portuaire avec 89,49 MUSD et les aéroports avec 29,01 MUSD. Ainsi, l'investissement cumulé dans les infrastructures de transport public, réalisé par le biais du mécanisme de partenariat public-privé (PPP), jusqu'en août de cette année s'est élevé à 10,3 Mds USD, ce qui représente 62,11 % du total des engagements d'investissement des concessionnaires. En ce qui concerne le niveau d'avancement, c'est-à-dire les investissements cumulés par rapport aux engagements d'investissement, les infrastructures routières représentent 95 %, suivies par les capitaux dans les ports à 63,7 %, les chemins de fer et les lignes 1 et 2 du métro de Lima à 51,8 %, et les aéroports à 22,6 %.

SURINAME

Le FMI est disposé à se montrer plus flexible concernant le programme EFF du pays.

Le Fonds a notamment annoncé être prêt à permettre des amendements au calendrier de réformes. Cette déclaration de la Présidente du FMI Kristalina Georgieva intervient dans un contexte d'inflations alimentaire et énergétique significatives. Le FMI a mis en avant les autres chantiers budgétaires à poursuivre, notamment



les négociations avec les crédettes extérieurs (dont la Chine et l'Inde) pour la restructuration de la dette publique surinamaie.

VENEZUELA

Nicolas Maduro réitère son offre d'hydrocarbures à destination de l'Europe et des Etats-Unis.

Sur fond de crise énergétique en Europe, le président Nicolas Maduro a de nouveau déclaré, lors de la visite du Secrétaire général de l'OPEP, Haitham Al Ghais, que le Venezuela était prêt à fournir le reste du monde en pétrole et en gaz. Pour rappel, le Venezuela dispose des plus importantes réserves de pétrole prouvées au monde (303 Mds de barils), mais ses infrastructures d'exploitation sont particulièrement défaillantes du fait d'un manque de maintenance et d'investissements dans la filière. La production quotidienne s'élève actuellement à 700 000 barils, contre 3,2 millions en 2002. Le président a également souligné que le pays pouvait offrir près de 50 projets gaziers aux investisseurs étrangers.

Les Etats-Unis n'allègeront pas les sanctions si le gouvernement ne négocie pas avec l'opposition.

Des discussions avaient été entamées avec l'opposition vénézuélienne à Mexico, puis arrêtées par le gouvernement de Nicolas Maduro en octobre 2021, après l'extradition de l'homme d'affaires Alex Saab du Cap-Vert vers les Etats-Unis. Plusieurs membres du gouvernement Biden ont ainsi menacé de ne

pas alléger les sanctions, voire de les renforcer, si Nicolas Maduro n'échangeait pas avec l'opposition. Les derniers allègements de la part de l'OFAC (bureau états-unien en charge de l'application des sanctions internationales dans le secteur financier) ont été l'accord donné à Chevron pour reprendre ses discussions avec PDVSA (l'entreprise pétrolière publique du Venezuela) et l'accord donné à Repsol et ENI leur permettant de réaliser des échanges dettes-pétrole avec PDVSA.

Les revenus des exportations de PDVSA des Q1 et Q2 2022 s'estiment à 10 Mds USD.

Les revenus cumulés de PDVSA fin août 2022 ont atteint plus de 10 MdsUSD, un montant supérieur de 62 % à la même période en 2021. Le volume moyen des exportations s'élève ainsi à 617 200 barils par jour, ce qui représente une baisse d'environ 5 % par rapport aux huit premiers mois de 2021. Néanmoins, la moyenne annuelle du pétrole vénézuélien a clôturé le mois d'août à 81,61 USD le baril, soit 33 USD de plus que durant la même période en 2021. PDVSA rencontre actuellement des difficultés pour placer son pétrole sur le marché asiatique – en particulier la Chine – du fait de la concurrence de la Russie. Cette dernière offre également son pétrole à prix réduit, en raison des sanctions auxquelles elle est confrontée de la part des États-Unis et de l'Union européenne.



Selon l'Observatoire vénézuélien des finances, les rémunérations du secteur privé ont augmenté tant en bolivars réels qu'en dollars au T3 de 2022.

L'OVF estime que les rémunérations dans le secteur du commerce et des services dans la zone métropolitaine de Caracas ont augmenté de 3,4 % par rapport au deuxième trimestre de 2022, tandis qu'en dollars courants, les rémunérations se sont améliorées de 3,5 % par rapport au deuxième trimestre de 2022. Toutefois, les salaires restent très en retrait, sachant qu'il faut trois salaires minimums moyens pour couvrir le coût du panier alimentaire. En revanche, les salaires du secteur public ont fortement baissé en août. Ainsi évalué en bolivars constants en août, le salaire minimum a baissé de 7,3 % et en dollars, la baisse a été de 27,2 % en raison de la dévaluation agressive du bolivar au cours de ce mois. Cela montre que les travailleurs au salaire minimum ne peuvent se permettre que 5 % du panier alimentaire. Il convient de noter qu'au Venezuela, environ 4 800 000 travailleurs actifs et retraités gagnent le salaire minimum (16,21 USD).

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation	
	2022 p.	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en juillet
BOLIVIE	11,96	40,9	6,1	4	-2,8	83,9	118	+1	2
COLOMBIE	51,6	271,6	10,6	3,8	-4,4	67,6	88	0	10,2
EQUATEUR	18	109,98	4,2	3,5	1,7	59,9	95	+4	3,9
GUYANA	0,792	9,8	19,9	48,7	13,7	36,2	108	+1	5,7
PEROU	34,2	231,7	13,3	4,6	0,1	36,8	84	+1	8,4
SURINAME	0,617	2,9	-3,5	1,5	-1,6	137,5	99	-7	49,2
VENEZUELA	26,9	n.a*	-5	-3	-0,7	n.a	120	-2	137,1
ARGENTINE	45,8	483,8	10,3	2,5	0,8	n.a	47	0	71
BRESIL	213,9	1810,6	4,6	1,5	-1,7	90,2	87	-1	10,1
CHILI	19,9	352,7	11,7	2,5	-2,2	37,3	42	+1	13,1
MEXIQUE	130,1	1371,6	4,8	4,0	-0,3	60,1	86	+2	8,2

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2022), PNUD.

* 43,5 Mds USD selon des économistes indépendants.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international